Solidairement!

Bulletin de mobilisation de la TROVEP de Montréal

Numéro 1, automne 2021

# À propos

La TROVEP de Montréal est un regroupement d’organismes populaires et communautaires autonomes qui a pour mission l’avancement des droits sociaux et l’amélioration des conditions de vie et de travail des populations montréalaises socialement, économiquement ou culturellement défavorisées. La mise en œuvre de notre mission repose sur l’éducation populaire autonome.

***Solidairement!*** est le bulletin de mobilisation de la TROVEP de Montréal. Il s’agit d’un bulletin de suivi des campagnes et d’analyse des enjeux d’actualités.

# Contenu

Ce premier bulletin de mobilisation vise à soutenir les groupes et alimenter la discussion entourant l’action collective et nos missions de transformation sociale. Au menu :

[La transformation sociale passe par la lutte collective 2](#_Toc89073729)

[Un dernier budget avant les élections 5](#_Toc89073735)

[En grève pour le communautaire ! 6](#_Toc89073737)

[Avez-vous dit grève ? Démystifier le concept pour passer à l’action 7](#_Toc89073738)

Bonne lecture !

# La transformation sociale passe par la lutte collective

## Transformation sociale : on parle de quoi ?

Pour le mouvement communautaire autonome, quand on parle de transformation sociale, on parle de s’attaquer aux causes des inégalités, de l’exclusion et de la pauvreté. Il s’agit donc de critiquer le système économique et social qui creuse les inégalités et de mener des actions pour amener les changements nécessaires au respect des droits sociaux et économiques et à plus de justice et d’équité.

**Bien que l’action individuelle menée par les organismes s’inscrive dans une visée de transformation sociale, pour que les changements nécessaires à l’amélioration constante des conditions de vie des personnes s’opèrent, l’action collective s’impose. Il faut agir sur les causes des inégalités et des problèmes sociaux, et non uniquement sur leurs effets.**

Nous n’avons qu’à jeter un coup d’œil à l’histoire du mouvement populaire et ouvrier et ses luttes solidaires pour observer les effets de la mobilisation sociale. On peut alors constater les nombreux gains relatifs aux lois sociales, services publics et programmes sociaux, qui font désormais partie de notre filet social.

En effet, le travail de défense des droits et d’éducation populaire a permis de révéler de nombreux problèmes sociaux et d’améliorer les conditions de vie. Par exemple :

* Droits des femmes ;
* Droits des personnes noires et racisées ;
* Droits des personnes en situation de handicap ;
* Droits des personnes migrantes, réfugiées et sans statut ;
* Aide juridique ;
* Normes du travail ;
* Création des CLSC ;
* Protection des consommateur·trices;
* Protection des locataires ;
* Services de garde ;
* Assurance-chômage ;
* Normes environnementales ;
* Soutien et reconnaissance de l’action communautaire autonome et de la défense collective des droits.

**Note :** Pour aller plus loin, nous vous recommandons *L’ÉPA, pas à pas. Sur les traces de l’éducation populaire* du Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec (MÉPACQ)**.** [Cliquez ici pour télécharger le document.](https://www.mepal.net/wp-content/uploads/2015/10/L%C3%89PA-pas-%C3%A0-pas-cahier-de-r%C3%A9f%C3%A9rence.pdf)

## Un rôle reconnu

Au niveau de la reconnaissance et du financement de l’action communautaire, la lutte du mouvement populaire et communautaire a résulté en une *Politique de reconnaissance et de soutien de l’action communautaire* unique au monde qui reconnait le rôle critique de l’action communautaire autonome, de l’éducation populaire et de la défense collective des droits dans la transformation sociale.

**L’action communautaire autonome :**

* Être constitué à l’initiative des gens de la communauté ;
* Avoir une mission de transformation sociale ;
* Avoir des pratiques citoyennes et une approche globale des problèmes ;
* Être autonomes et libres, avoir un C.A. indépendant du réseau public.

**La défense collective des droits**:

* Faire de l’éducation populaire autonome ;
* Pratiquer l’analyse politique ;
* Miser sur la mobilisation sociale ;
* Mener des activités de promotion des droits auprès d’élus et d’instances.

**L’éducation populaire autonome** :

* Soutenir les démarches d’apprentissage et de réflexion critique avec les personnes ;
* Amener une prise de conscience individuelle et collective des causes des injustices ;
* S’organiser ensemble et mènent des actions collectives ;
* Viser la transformation sociale, économique, culturelle et politique.

## La transformation sociale dans nos missions

Ce n’est pas d’hier qu’à l’initiative des gens de la communauté, les groupes populaires et communautaires autonomes contribuent à la transformation et à la justice sociale. Les luttes à la pauvreté et pour l’avancement des droits sociaux dans une approche d’éducation populaire sont le moteur commun des membres de la TROVEP de Montréal depuis plus de 40 ans. En soutenant l’avancement des droits sociaux et en défendant les droits des personnes désavantagées par notre système social et économique, nous révélons des problèmes sociaux et participons à la prise de conscience collective et aux changements de mentalité.

Solidaires, nous savons faire cause commune avec nos allié·es et utiliser notre indignation pour passer à l’action.

**Cela étant, les années d’austérité, de désinvestissement, de privatisation, de sous-financement et de politiques néolibérales ont mis à mal notre filet social, bâti à force de luttes sociales. La pandémie de COVID-19 a généré une crise qui a contribué à aggraver la précarité des personnes qui vivaient des inégalités socio-économiques et de santé, tout en démontrant de façon criante les changements nécessaires à opérer pour réaliser la justice sociale.**

Les services publics et les programmes sociaux peinent à répondre aux besoins grandissants de la population, ce qui augmente la pression sur les organismes communautaires et empêchent les groupes d’accomplir pleinement leur mission de transformation sociale.

## Établir un rapport de force

Au détour de la crise sanitaire, nous faisons aussi face à une crise climatique qui menace en premier lieu les populations affectées par les inégalités. Il est urgent que le gouvernement pose des actions pour réaliser la justice sociale et climatique.

**La mobilisation sociale et la solidarité permettent d’établir le rapport de force nécessaire pour freiner l’effritement du filet social, éviter les reculs en matière de respect des droits et faire des gains pour plus de justice sociale. La lutte pour le financement de nos missions est indissociable de la lutte collective pour la justice sociale et l’amélioration des conditions de vie.**

Aujourd’hui plus que jamais, la transformation sociale passe par les luttes pour la justice sociale et climatique, contre l’austérité, pour des services publics et des programmes sociaux gratuits, universels et accessibles ainsi que par la lutte pour la reconnaissance, l’autonomie et un financement adéquat de nos missions. Car pour faire face aux crises collectivement nous avons besoin que le système économique change de cap !

**La transformation sociale passe par l’action collective et solidaire parce que pour améliorer le sort des gens, il faut changer le monde !**

**Note :** Pour aller plus loin sur l’aggravation des inégalités en lien avec la pandémie, consultez notre outil sur les impacts de la COVID-19 et le rapport de notre assemblée conjoncture du 8 avril 2021. [Cliquez ici pour consulter ces documents sur notre site web.](https://trovepmontreal.org/assemblee-conjoncture-de-trovep/)

# Et maintenant?

## Un dernier budget avant les élections

Le gouvernement de François Legault dévoilera en mars prochain son dernier budget avant les élections. C’est en quelque sorte le budget de la dernière chance : la Coalition Avenir Québec (CAQ) pourrait y faire plusieurs promesses afin d’augmenter ses chances d’être réélue en novembre 2022.

Si elle parvient à former à nouveau un gouvernement majoritaire, on peut s’attendre à ce que la CAQ prétexte une crise des finances publiques pour poursuivre le sabotage de notre filet social. Déjà en octobre, la présidente du Conseil du Trésor, Sonia Lebel, nous prévenait que le Québec aurait à faire « des choix budgétaires difficiles » en raison de la pandémie ([Journal de Montréal](https://www.journaldemontreal.com/2021/10/21/le-quebec-devra-faire-des-choix-budgetaires-difficiles)).

**Le gouvernement nous parle « d’efficience », mais nous savons lire entre les lignes. La CAQ nous parle d’austérité.**

**Ce n’est pas par hasard si les compressions budgétaires, les hausses de tarifs et la privatisation des services publics frappent toujours plus sévèrement les personnes en situation de pauvreté.**

**Adoptées au nom de l’équilibre budgétaire et de la saine gestion des finances publiques, ces politiques néolibérales visent en fait à renforcer le pouvoir des plus riches et l’emprise du capitalisme sur nos vies.**

**C’est aussi pour cette raison que la CAQ ne voit pas de contradiction à parler « de choix budgétaires difficiles » tout en promettant des baisses d’impôts. Le gouvernement choisit volontairement de se priver de revenus, au détriment de sa capacité d’agir pour lutter contre les inégalités.**

**Si le gouvernement refuse de réinvestir massivement dans notre filet social, soit les services publics, les programmes sociaux et les groupes communautaires, il nous trouvera sur son chemin.**

**Note :**Pour en savoir plus sur l’austérité, nous vous recommandons le dépliant *Viser la justice sociale. Récupérer notre trésor collectif* de la Coalition Main rouge. [Cliquez ici pour consulter le site web de la Coalition Main rouge.](https://www.nonauxhausses.org/viser-la-justice-sociale/)

# À l’action

## En grève pour le communautaire !

Alors que notre filet social se détériore, l’État continue de pelleter ses responsabilités dans la cour des groupes communautaires. Il multiplie les enveloppes de financement par projet au détriment du financement à la mission des groupes. Nous ne sommes pas de la main d’œuvre bon marché. Nous ne sommes pas des sous-traitants.

**Le manque de reconnaissance de la part du gouvernement après les efforts monumentaux que nous avons déployés tout au long de la crise a de quoi nous mettre sérieusement en colère.**

C’est en ce sens que [le plan d’action](https://engagezvousaca.org/2021/09/08/guide-de-mobilisation-2021-2022/) de la campagne unitaire *Engagez-vous pour le communautaire* culmine en une semaine de grève, de fermetures et d’interruptions de service du 21 au 25 février, quelques semaines avant le dépôt du budget provincial.

**La campagne souhaite ainsi frapper fort et obtenir des gains majeurs en matière de financement à la mission des groupes communautaires.**

La campagne *Engagez-vous* a déjà porté fruit. À l’issue des quatre premières années de la campagne, ce sont plus de 200 millions $ en financement récurrent à la mission qui ont été gagnés. Nous avons toutefois besoin de 460 millions $ supplémentaires pour renforcer notre autonomie et notre capacité d’agir.

Notre message est simple : nous refusons que nos missions essentielles de défense collective des droits et de transformation sociale soient minées par un sous-financement chronique que le gouvernement ne semble pas avoir l’intention de régler.

**Engageons-nous pour résister à l’austérité qui se dessine, lutter contre les inégalités sociales et remplir nos missions de défense collective des droits et de transformation sociale !**

**Note :** Pour en savoir plus sur le plan d’action de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*, consultez le Guide de mobilisation 2021-2022. [Cliquez ici pour consulter le site web de la campagne *Engagez-vous*.](https://engagezvousaca.org/2021/09/08/guide-de-mobilisation-2021-2022/)

# Avez-vous dit grève ?

## Démystifier le concept pour passer à l’action

Commençons avec une définition simple de la notion de grève :

* **Une grève est un mouvement collectif qui a pour objectif de faire pression et de contraindre à la négociation.**

Notre première idée quand on pense à une grève est généralement associée au milieu du travail où des travailleur·ses arrêtent leurs activités de travail pour faire la grève contre leur employeur, afin d’obtenir de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. En interrompant l’activité économique, on contraint ainsi l’employeur à négocier avec les employé·es.

La grève du communautaire est un concept qui colle bien à la définition simple évoquée d’entrée de jeu, mais qui ne correspond pas au concept traditionnel de la grève. Nous ne sommes pas des sous-traitants de l’État, malgré les services offerts à la population. Une grève dans le milieu communautaire n’est pas un arrêt de travail contre l’employeur.

Dans ce contexte, la grève est un moyen d’envoyer un message fort, de rejoindre la population, de s’accorder le temps de faire avancer la lutte et de se solidariser.

La grève est une tactique qui s’inscrit dans l’escalade des moyens de pression dont l’objectif est de construire un rapport de force et d’obtenir des engagements significatifs de la part de l’État.

**On sait que la grève est d’un moyen de pression efficace pour augmenter l’impact médiatique de nos actions, faire entendre nos revendications, entreprendre des négociations et souvent faire des gains. Ce n’est pas la première fois que nous y avons recours!**

## Comment se manifeste la grève dans le communautaire ?

L’image de personnes qui font du piquetage devant leur lieu de travail et qui en bloquent ainsi l’entrée nous vient rapidement à l’esprit. C’est définitivement la manifestation la plus classique de la grève.

Mais dans le milieu communautaire, créatif et solidaire, les possibilités de participer à un mouvement de grève sont multiples et s’étendent sur un large spectre puisqu’il s’agit de suspendre les activités régulières ou d’adapter ses activités ou services pour participer et contribuer à la lutte.

Participer à la grève du communautaire c’est :

* participer à la construction d’un mouvement de pression ;
* défendre collectivement les droits sociaux ;
* actualiser sa mission de transformation sociale ;
* exiger du gouvernement les changements nécessaires à la justice sociale.

Concrètement pour votre groupe, cela signifie par exemple :

* se doter d’un mandat de grève ou d’interruption des activités régulières
* participer à une manifestation ou une action de mobilisation unitaire
* donner un atelier ou organiser une discussion sur la lutte
* diffuser de l’information sur le mouvement et la lutte
  + faire de l’affichage dans son quartier, sur sa devanture
  + faire du tractage dans son quartier, dans les boîtes à lettres des voisin·es
  + contacter ses élu·es
* et bien d’autres choses encore !

## Passer à l’action

Bref, qu’on l’appelle grève, fermeture, interruption de service ou suspension des activités régulières, ce qu’il y a de sûr, c’est que pour ça fonctionne, ce doit être un mouvement collectif et.

La TROVEP vous invite à discuter avec vos membres dans vos instances démocratiques de l’appui de votre groupe et des moyens d’action que vous prendrez pour participer à la vague de grèves, de fermetures et d’interruptions d’activités de février prochain.

Pour soutenir vos discussions, nous vous invitons aussi à consulter le document de mobilisation de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* qui contient une foule d’information et des outils pour vos conseils d’administration. [Cliquez ici pour consulter le site web de la campagne *Engagez-vous*.](https://engagezvousaca.org/2021/09/08/guide-de-mobilisation-2021-2022/)

**Note :** Ce texte est inspiré du document du MÉPACQ *14 questions et réponses sur la grève du communautaire* et du Guide de mobilisation 2021-2022 de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire***.** [Cliquez ici pour consulter le site web du MÉPACQ.](https://mepacq.qc.ca/tool/14-questions-reponses-sur-la-greve-du-communautaire/)[Cliquez ici pour consulter le site web de la campagne *Engagez-vous*.](https://engagezvousaca.org/2021/09/08/guide-de-mobilisation-2021-2022/)

## Pour aller plus loin

* *L’ÉPA, pas à pas. Sur les traces de l’éducation populaire,* Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec (MÉPACQ)**.** [Cliquez ici pour télécharger le document.](https://www.mepal.net/wp-content/uploads/2015/10/L%C3%89PA-pas-%C3%A0-pas-cahier-de-r%C3%A9f%C3%A9rence.pdf)
* *Les impacts de la COVID-19 sur les inégalités sociales*. *Analyse et constats*, TROVEP de Montréal. [Cliquez ici pour télécharger notre outil.](https://trovepmontreal.org/wp-content/uploads/2021/02/Les-impacts-de-la-crise-sur-les-in%C3%A9galit%C3%A9s-Analyse-et-constats-TROVEP-de-Montr%C3%A9al.pdf)
* Rapport de l’assemblée conjoncture du 8 avril 2021, TROVEP de Montréal. [Cliquez ici pour visiter notre site web.](https://trovepmontreal.org/assemblee-conjoncture-de-trovep/)
* *Viser la justice sociale. Récupérer notre trésor collectif*, Coalition Main rouge. [Cliquez ici pour consulter le site web de la Coalition Main rouge.](https://www.nonauxhausses.org/viser-la-justice-sociale/)
* Série d’outils sur l’austérité néolibérale, Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec (MÉPACQ). [Cliquez ici pour consulter le site web du MÉPACQ.](https://mepacq.qc.ca/tool/serie-doutils-sur-lausterite-neoliberale/)
* *14 questions et réponses sur la grève du communautaire*, Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec (MÉPACQ). [Cliquez ici pour consulter le site web du MÉPACQ](https://mepacq.qc.ca/wp-content/uploads/2021/06/Greve-du-communautaire_mise-a-jour-2017-Conflit-lie-au-codage-Unicode.pdf).
* Guide de mobilisation 2021-2022 de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*. [Cliquez ici pour consulter le site web de la campagne](https://engagezvousaca.org/2021/09/08/guide-de-mobilisation-2021-2022/).

## Pour nous joindre

Table régionale des organismes volontaires d’éducation populaire de Montréal  
6839 Drolet, bureau 304  
Montréal (Québec) H2S 2T1  
514 527-1112

Courriel : [coordo@trovepmontreal.org](mailto:coordo@trovepmontreal.org)

Site web : <https://trovepmontreal.org/>

Page Facebook : <https://www.facebook.com/trovepmontreal>

L’équipe de la TROVEP tient à remercier le comité de lecture.